



---

Commission économique pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique du Nord

Comité Intergouvernemental d'experts (CIE)

Trente-deuxième réunion

Rabat, 3 – 6 octobre 2017

## **Bilan des activités de la CEA en Afrique du Nord (Mars 2016 – Septembre 2017)**

### **Table des matières**

<b>I. Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue .....</b>	<b>3</b>
A. Résultat majeur 1: Renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord relativement à la production et diffusion de données de qualité et en temps opportun pour favoriser une planification fondée sur les faits, l'élaboration des politiques et une gestion améliorée au niveau national et sous-régional .....	3
1. Contributions au renforcement des capacités des Etats membres .....	4
2. Des profils de pays réalisés et d'autres en cours de rédaction .....	5
3. Territorialisation de la politique industrielle et développement inclusif en Afrique du Nord.....	6
B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à aborder les questions économiques, sociales et environnementales au niveau régional et sous régional, en coopération avec l'Union du Maghreb arabe ; ainsi que l'amélioration de la coopération et dialogue sous régionaux entre les pays membres .....	6
1. La dimension bilatérale .....	7
2. La dimension multilatérale : Le MSRC Afrique du Nord .....	9

<b>III. Appui Conseil, initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et les autres partenaires .....</b>	<b>10</b>
A. Appui Conseil.....	10
1. Appui technique en matière de données statistiques.....	10
2. Appui à l'initiative LPI (Land Policy Initiative).....	11
3. Appui au Forum des Chefs d'Entreprise en Algérie .....	11
B. Initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et autres partenaires .....	11
<b>IV. Partenariats stratégiques .....</b>	<b>14</b>
A. Partenariat avec le système des Nations Unies .....	14
B. Partenariat avec la CESA.....	14
C. Partenariats avec les Universités, Centres de Recherche et think tanks.....	15
<b>V. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 31ème CIE .....</b>	<b>17</b>
A. Recommandations relatives à l'industrialisation par le commerce.....	17
B. Recommandations relatives aux profils pays et au profil régional.....	17
C. Recommandations relatives aux agendas régionaux et autres initiatives spéciales en Afrique du Nord .....	18
<b>VI. Défis, leçons apprises et perspectives .....</b>	<b>20</b>
A. À propos de l'UMA.....	20
B. À propos des conditions politiques et sociales de la région .....	20
C. À propos de la poursuite du processus de réforme de la CEA .....	21

## I. Introduction

1. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a reçu du Comité Intergouvernemental d'Experts le mandat d'orienter ses programmes et actions vers la réalisation des deux résultats suivants : a) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord relativement à la production et diffusion de données de qualité et en temps opportun pour favoriser une planification fondée sur les faits, l'élaboration des politiques et une gestion améliorée au niveau national et sous régional ; b) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à aborder les questions économiques, sociales et environnementales au niveau régional et sous régional, en coopération avec l'Union du Maghreb arabe ; ainsi que l'amélioration de la coopération et dialogue sous régionaux entre les pays membres.
2. Le présent rapport rend compte des activités menées par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) en Afrique du Nord pour la période allant de mars 2016 à septembre 2017.
3. Les activités mises en œuvre ont été réalisées en étroite concertation et collaboration avec les États membres, les divisions organiques de la CEA, les autres Bureaux sous régionaux et les communautés économiques régionales (CER) dont l'Union du Maghreb Arabe (UMA), des agences du système des Nations Unies et d'autres partenaires.

## II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue

4. Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées avec pour finalité de produire des résultats dans les axes prioritaires définis par le cadre stratégique 2016-2017. Les recommandations issues des réunions antérieures du Comité Intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que les contributions des États membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également aidé à cadrer le champ d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue. En outre, ces activités ont été menées en droite ligne les orientations stratégiques et programmatiques de la CEA, approuvées par la Conférence des Ministres de mars 2013.

### A. Résultat majeur 1: Renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord relativement à la production et diffusion de données de qualité et en temps opportun pour favoriser une planification fondée sur les faits, l'élaboration des politiques et une gestion améliorée au niveau national et sous-régional

5. A travers ses activités, le Bureau a contribué à l'amélioration des capacités des États membres dans les domaines relatifs au commerce, à l'investissement, au développement durable, à la collecte et dissémination des données statistiques et à l'organisation d'une conférence internationale des think tanks Africains. Par ailleurs, le mécanisme de production des profils de pays, document clef dans la nouvelle orientation de la CEA, a été affiné au cours de la période et 3 profils de pays ont été réalisés.

## **1. Contributions au renforcement des capacités des Etats membres**

### **a. Appui aux Instituts nationaux de statistique**

6. Le bureau et le Centre Africain de la Statistique (ACS) de la CEA ont appuyé l'institut national de statistique (INS) de Tunisie dans l'introduction des technologies mobiles pour la collecte et la dissémination des données dans le cadre d'un programme de coopération. L'INS avait démarré la collecte des données à travers des tablettes androïdes afin de faciliter le calcul mensuel de l'indice des prix. Avec l'appui de la CEA, l'INS a également lancé une application mobile pour la dissémination des données du recensement de 2014. Ce projet a permis à la Tunisie d'améliorer son classement global en termes de l'index Open Data (14ème rang sur 125 en 2015). Des dispositions techniques ont été également prises dans la perspective du lancement de la première enquête sur l'emploi utilisant les technologies mobiles en Tunisie.

7. La deuxième phase de ce projet de coopération a été lancée par la CEA lors d'un atelier organisé par le Centre africain pour la statistique (ACS) du 7 au 9 mars 2017 à Yaoundé (Cameroun). A cet occasion, l'Egypte a été retenue pour bénéficier de l'appui de cette initiative et un programme de renforcement des capacités a été validé en faveur du l'institut de la statistique d'Egypte le CAPMAS. Cet appui a débouché sur le lancement par le CAPMAS de la collecte et la dissémination des données par technologie mobile pour le calcul de l'indice des prix.

8. Le Bureau et le Centre Africain pour la Statistique (ACS) de la CEA en coopération avec le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Royaume du Maroc ont par ailleurs appuyé l'Office National de la Statistique de Mauritanie dans la mise en place d'un nouveau système de comptabilité nationale (SCN 2008). Cet appui a permis le lancement du projet de mise en œuvre d'une nouvelle année de base suivant les recommandations du système de comptabilité nationale SCN 2008. La CEA a ainsi contribué au démarrage effectif des travaux de mise en œuvre du SCN 2008 en Mauritanie par l'élaboration d'une nouvelle année de base, et la mise en place de méthodologies d'amélioration de l'exhaustivité du PIB. Cette contribution a aussi permis d'éclairer et d'outiller les comptes nationaux vis-à-vis de la conduite des activités et de leur chronologie au cours de la réalisation de l'année de base des comptes nationaux. La CEA a également renforcé les capacités des comptes nationaux de l'ONS notamment sur les enjeux et les nouveautés du SCN 2008. L'intervention a par ailleurs convenu en accord avec l'ONS du respect scrupuleux du chronogramme arrêté. Les premiers résultats des comptes sont à cet égard attendus pour le troisième trimestre de l'année 2017. Il a été aussi convenu de poursuivre l'assistance technique de la Mauritanie directement par le Bureau sous régional pour l'Afrique du Nord de la CEA, avec l'appui de ACS et du Haut-Commissariat au Plan du Maroc dans la perspective d'encourager la coopération Sud-Sud. L'ONS mauritanien a par ailleurs formulé le besoin de continuer à bénéficier de l'assistance technique de la CEA en soutien au processus de modernisation du système statistique national.

### **b. Colloque international « Commerce, Investissement et Développement Durable »**

9. Le Bureau de la CEA en Afrique du Nord a organisé en partenariat avec la Chaire OMC de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Souissi de l'Université Mohammed V de Rabat ainsi que le Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD) de l'Université de Toulon (France) la dixième édition du

Colloque international de Rabat sous le thème du « Commerce, Investissement et Développement Durable » du 27 au 29 octobre 2016.

10. Cette rencontre a offert aux chercheurs universitaires, aux experts en développement et aux acteurs du secteur privé l'opportunité de discuter de thématiques essentielles pour le développement de la sous-région telles que : le changement climatique et la mobilité des biens et des personnes ; l'énergie et l'environnement ; le commerce des biens et des services environnementaux ; l'innovation ; les politiques publiques et le développement économique durable ; la gestion économique optimale des ressources naturelles et la gouvernance ; l'économie verte comme nouvelle niche de croissance pour les pays méditerranéens ; l'ouverture commerciale et la croissance ; le système financier et enfin la croissance économique et le capital humain.

### **c. Conférence internationale des Think Tanks Africains**

11. En ligne avec le mandat de la CEA, le Bureau a contribué à l'organisation de la Troisième conférence des think tanks Africains du 2 au 4 mai 2016 à Marrakech (Maroc) en partenariat avec OCP Policy Center (Maroc) et le programme TTCSP de l'université de Pennsylvanie (USA). Le Bureau a contribué au choix des thématiques, à l'élaboration du programme, à l'identification et à la mobilisation des panélistes et des participants.

12. Organisée sous le thème « *Building a sustainable and secure future for people and institutions of Africa*<sup>1</sup> », cette rencontre a été marquée par la participation de plus de 120 experts issus de 85 think tanks africains et internationaux. L'idée principale émanant de cette conférence est de mettre en place un mécanisme de financement en faveur des think tanks africains pour assister les gouvernements des pays du continent dans la prise de décision, permettant de fournir aux décideurs des recherches indépendantes, robustes et fiables.

### **2. Des profils de pays réalisés et d'autres en cours de rédaction**

13. Les profils de pays (CP) trouvent leur justification dans la mission et le nouveau programme de l'institution, notamment la constitution et la valorisation de centres de données sous régionaux, et la nécessité d'une cohérence et d'une harmonisation des données et des informations utilisées dans les publications phares et les rapports de la CEA, y compris le Rapport économique sur l'Afrique. Le principe même des profils de pays ainsi que leur cadre méthodologique ont été présentés à la Conférence des Ministres de l'Economie et de la Planification de la CEA en mars 2014 à Abuja au Nigéria. Conformément à la mission et à la nouvelle orientation de la CEA. La finalité des profils de pays est (i) de permettre à la CEA de réaliser et diffuser des analyses par pays et par région ; (ii) de formuler des recommandations en vue de la transformation économique par la promotion d'une croissance et d'un développement social durables ; (iii) de renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; (iv) de faire une analyse des risques potentiels et proposer des moyens pour les atténuer.

14. Le processus d'élaboration des profils de pays sous-tend la collecte et l'harmonisation constante de données et informations sur les pays, l'agrégation des indicateurs destinés à l'usage des communautés économiques régionales et l'analyse de tendances afin de produire des prévisions en temps opportun. La production des profils de pays est appelée à avoir des effets d'entraînement sur le renforcement des capacités

---

<sup>1</sup> Bâtir un avenir durable et sûr pour les peuples et les institutions d'Afrique.

des États membres en termes de production et de diffusion des statistiques et d'analyse des politiques économiques. Elle est également appelée à faciliter la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des données pertinentes, en appui aux priorités de développement de la sous-région.

15. Les profils de pays réalisés sur la période allant de mars 2016 à septembre 2017 concernent l'Algérie (1), la Mauritanie (1), et la Tunisie (1), dont les parties thématiques ont porté respectivement sur la problématique de rationalisation des finances publiques sans ralentir la croissance économique (Algérie), la réduction de la fracture en matière d'accès à l'énergie grâce aux énergies renouvelables (Mauritanie) et la relance de l'industrie touristique (Tunisie). Pour les profils de pays de 2017, les thématiques seront identifiées ultérieurement.

16. Outre un bilan de la situation économique et sociale, ces profils ont analysé les politiques menées et les défis que les pays doivent relever dans le domaine économique et social (rationalisation des finances publiques, maîtrise de l'inflation, diversification économique et lutte contre la pauvreté). Les différentes thématiques abordées présentent des recommandations qui tiennent compte des spécificités des pays. A court terme, les analyses thématiques ont permis une meilleure connaissance de la vision et des mesures mises en place par les pays. Elles constituent de ce fait un outil utile pour le partage d'expériences et l'orientation des politiques publiques.

### **3. Territorialisation de la politique industrielle et développement inclusif en Afrique du Nord**

17. A la suite d'une réunion d'experts tenue en novembre 2016 à Tunis, avec la participation d'experts des ministères nord africains de l'Industrie et des Collectivités territoriales et autres institutions en charge de la planification territoriale des politiques publiques, le Bureau a validé et finalisé le rapport d'étude sur la « Territorialisation de la politique industrielle et développement inclusif en Afrique du Nord ». Le rapport a pu identifier les enjeux, les obstacles et les réformes institutionnelles requises liées à la territorialisation des politiques industrielles et au développement inclusif.

18. La réunion d'experts a conduit en outre à la formulation de recommandations pour trois pays ayant fait l'objet d'une étude détaillée de leur politique industrielle : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Ces recommandations ont essentiellement porté sur la gouvernance de la politique industrielle en faveur d'une croissance plus inclusive, notamment en passant de l'approche "top down", qui prévaut encore dans ces pays même à des degrés différents, à une approche "bottom up", qui tient compte des spécificités des territoires et les inclut non seulement dans la mise en œuvre des politiques publiques, mais également lors de leur conception.

### **B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à aborder les questions économiques, sociales et environnementales au niveau régional et sous régional, en coopération avec l'Union du Maghreb arabe ; ainsi que l'amélioration de la coopération et dialogue sous régionaux entre les pays membres**

19. Le renforcement du partenariat avec l'UMA a été poursuivi, ainsi que celui du partenariat entre l'UMA et les autres institutions régionales. Sur la période, des réalisations ont été accomplies avec le support d'autres institutions partenaires. Le

partenariat a été poursuivi sur deux axes : un renforcement bilatéral entre l'UMA et le Bureau et un renforcement multilatéral à travers la relance du Mécanisme Sous Régional de Coordination.

### **1. La dimension bilatérale**

20. Le Secrétariat Général de l'UMA et le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA se sont réunis en décembre 2016 pour (i) dresser un bilan des activités conjointes couvrant la période 2014-2016 et (ii) examiner les possibilités de collaboration future. Ce bilan a permis de confirmer l'opportunité des axes stratégiques proposés au regard des développements récents intervenus aussi bien sur le plan interne des deux institutions, que sur le plan régional et au niveau des Etats membres. La réunion a permis de dresser un bilan des réalisations du programme de coopération à l'issue de deux années de mise en œuvre.

21. Au titre de la période sous revue allant de mars 2016 à septembre 2017, le renforcement des capacités du Secrétariat Général et du cadre institutionnel de l'UMA a été mené à travers : (i) l'organisation d'une réunion d'experts visant à discuter les résultats d'une étude sur l'Industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la Zone de Libre Échange Continentale et des Méga accords commerciaux, (ii) l'appui à l'Union Maghrébine des Entrepreneurs (UME) pour l'organisation de tables rondes nationales et régionale afin de sensibiliser le secteur privé aux défis et opportunités liés au changement climatique, (iii) le lancement du processus d'élaboration du rapport sous régional sur les ODD.

#### **a. L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la Zone de Libre Échange Continentale et des Méga accords commerciaux**

22. En mars 2016, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a organisé une réunion d'experts sur « L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la Zone de Libre Échange Continentale et des méga-accords commerciaux ». Le choix du sujet s'est inscrit dans la continuité et l'approfondissement des thématiques relatives à la diversification en faveur de la transformation structurelle des économies de la région. A partir d'une double lecture théorique et empirique des évolutions récentes des processus et tentatives d'industrialisation de la région, cette réunion d'experts a permis de formuler un plaidoyer solide pour la promotion des échanges commerciaux entre les pays membres comme cadre idoine de changement structurel.

23. Les travaux de la réunion se sont déroulés autour de cinq sessions thématiques : i) Les méga-accords et la dynamique continentale ; ii) Les enseignements tirés des expériences internationales ; iii) La politique commerciale en faveur de l'industrialisation iv) la politique industrielle et v) Le rôle de l'intégration régionale. Lors de cette rencontre, les débats ont bénéficié de la qualité des présentations et de la richesse des propositions de politiques publiques émanant à la fois des experts invités mais également des représentants gouvernementaux.

24. Il ressort en outre de l'étude présentée lors de cette réunion d'experts que la politique commerciale est bien en mesure de stimuler une production à plus grande valeur ajoutée. Les accords commerciaux régionaux peuvent constituer un instrument clé pour accroître la participation des pays d'Afrique du Nord au commerce mondial. Les perspectives de croissance positives du continent africain, liées à l'urbanisation et à la croissance rapides de la classe moyenne, sont en mesure de transformer les accords

commerciaux régionaux en une opportunité sérieuse pour les économies d'Afrique du Nord et d'accroître leurs exportations de produits manufacturés.

25. A l'issue des discussions, des recommandations ont été retenues relativement (i) au contexte international et dynamique continentale, (ii) aux leçons tirées des expériences internationales en matière de politiques industrielles, (iii) aux politiques commerciales pro industrialisation, (iv) à la mise en œuvre des politiques industrielles, et (v) au rôle de l'intégration régionale pour le renforcement de l'industrialisation.

#### **b. Appui à l'Union Maghrébine des Entrepreneurs (UME)**

26. Le Bureau de la CEA Afrique du Nord a appuyé l'UME dans l'organisation de quatre tables rondes nationales (Tunisie, Algérie, Mauritanie et Maroc) et d'une table ronde régionale (Bruxelles) pour une meilleure prise en compte par les entrepreneurs de la région des défis et des opportunités liés au changement climatique ainsi que des tendances et opportunités de la finance climatique, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre des contributions nationales déterminées (NDCs).

27. Les recommandations des tables rondes nationales ont été discutées au cours de la rencontre régionale et ont débouché sur l'adoption d'une déclaration de l'UME intitulée "Contribution du secteur privé à l'action climatique" qui a été présentée et officiellement signée par les quatre organisations d'entrepreneurs à l'occasion de la COP22 lors d'une conférence de presse tenue en novembre 2016. Cette déclaration reflète l'engagement des entreprises maghrébines aux efforts nationaux d'atténuation et d'adaptation face au défi du changement climatique, appelle au renforcement du partenariat public-privé et souligne les besoins en renforcement des capacités en matière de transfert technologique et de financement.

#### **c. Lancement du processus d'élaboration du rapport sous régional sur les OMD**

28. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et le Secrétariat général de l'UMA ont également lancé le processus d'élaboration du premier rapport sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) dans les pays du Maghreb (Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie). Le rapport est appelé à établir un état des lieux des progrès accomplis, des défis et des bonnes pratiques au niveau pays et à l'échelle régionale, il analysera le rôle de la coopération régionale dans la mise en œuvre des ODD et permettra de formuler des recommandations pour l'élaboration de futures politiques régionales de développement durable.

29. Le rapport sur la mise en œuvre des ODD couvrira cinq domaines d'intérêt stratégique pour l'intégration régionale : la sécurité alimentaire, la transition industrielle, la transition énergétique, la désertification et le changement climatique, et l'emploi des jeunes. Le rapport sera présenté et discuté lors d'une réunion sous régionale de dialogue prévue en février 2018 et constituera une contribution à la réunion du forum régional africain sur le développement durable de 2018.

#### **d. Identification des pistes de collaboration avec l'UMA**

30. La réunion de concertation, tenue à Rabat en décembre 2016 entre le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et le Secrétariat général de l'UMA a permis de confirmer les axes stratégiques pour la suite de la collaboration entre les deux institutions. Les échanges ont aussi permis de s'accorder sur l'importance du



programme adopté pour la promotion de l'intégration régionale au Maghreb et l'ambition d'une collaboration plus étroite entre les deux institutions. Les pistes de collaborations examinées qui feront par ailleurs l'objet d'un suivi conjoint concernent :

- L'approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales ;
- La préparation d'une étude sur l'échange électronique des documents douaniers ;
- L'évaluation prospective des effets de la mise en place de la zone de libre-échange continentale ;
- Une meilleure compréhension des plateformes logistiques et leur rôle dans la promotion des échanges commerciaux ;
- La formation aux techniques des négociations commerciales ;
- L'approfondissement de la question du rôle des institutions sous régionales pour le suivi des ODD.

31. Dans ce cadre, le Bureau Afrique du Nord de la CEA a mis en place un nouveau projet visant l'approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales au Maghreb. Suite à une mobilisation de fonds, le projet a été lancé début 2017. Il permettra de bâtir sur les acquis des activités précédemment organisées par le Bureau sur le sujet et notamment les résultats des études préliminaires.

## **2. La dimension multilatérale : Le MSRC Afrique du Nord**

32. La 3<sup>ème</sup> Réunion consultative annuelle du Mécanisme sous régional de coordination MSRC-Afrique du Nord a eu lieu en décembre 2016 à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA. Le mécanisme de coordination a pour ambition de favoriser la concertation et la collaboration entre les institutions internationales et régionales dont le mandat inclut l'accompagnement de l'UMA et des pays nord-africains dans leurs efforts de développement. L'objectif est de promouvoir une plus grande synergie et une plus grande efficacité des interventions, par un partage régulier des informations, une capitalisation mutuelle des réalisations et expériences ainsi que la mise en œuvre de programmes ou projets conjoints en appui à l'UMA et aux autres acteurs du processus d'intégration en Afrique du Nord.

33. La réunion consultative a visé (i) l'amélioration de la pertinence et l'efficacité des actions d'appui des différents partenaires, à travers un meilleur alignement sur les priorités de l'UMA et un ciblage conséquent des domaines communs d'intervention ; et le (ii) renforcement de la coopération entre agences du SNU intervenant à l'échelle sous régionale, en consolidant le cadre de concertation, de coordination et de promotion d'initiatives communes ou conjointes en soutien aux programmes régionaux.

34. La réunion a permis de partager la réflexion sur les nouvelles orientations de l'UMA à la suite de son changement de leadership et face aux évolutions récentes de la situation internationale et régionale. Elle a également conduit à identifier les champs de coopération prioritaires pour la période 2017-2018, à la lecture des mutations socio-politiques intervenues en Afrique du Nord et dans le contexte de la mise en œuvre des ODD au niveau sous régional ; et d'identifier enfin les voies et moyens de renforcer la coordination et la mise en synergie des activités des partenaires à l'échelle de la sous-région.

35. Les priorités du Secrétariat général de l'UMA pour les mois et années à venir ont ainsi été identifiées à travers les thématiques suivantes :

- Commerce, industrie, accès au marché et intégration économique,
- Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural,
- Environnement, population et urbanisation,
- Mise en valeur des ressources humaines, emploi et santé publique,
- Développement des infrastructures, eau, énergie, transport et TIC,
- Renforcement des capacités institutionnelles.

36. Chacune des thématiques a porté un ensemble de proposition d'activités concrètes en réponse aux besoins de l'UMA pour la promotion d'une intégration maghrébine réelle. A cet égard, l'UMA s'est engagée à développer une matrice des priorités, qui sera partagée ensuite avec les organismes membres du MSRC.

37. Par ailleurs, la réunion a appelé toutes les institutions partenaires à renforcer leurs plaidoyers afin de prendre en compte dans leurs cycles budgétaires respectifs le plus de projets possibles en appui à l'UMA. Dans les domaines où des possibilités d'actions conjointes ont été identifiées, des projets pourront être définis en commun, dans le cadre de réunions sectorielles à organiser par chacun des groupes thématiques concernés, à l'initiative du Secrétariat général de l'UMA et des institutions co-coordinatrices. Il est attendu en outre que les éventuels gaps de financement de chaque projet feront l'objet de requêtes spécifiques de financement par l'UMA auprès d'autres partenaires.

### **III. Appui Conseil, initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et les autres partenaires**

#### **A. Appui Conseil**

##### **1. Appui technique en matière de données statistiques**

38. Dans le cadre du processus d'élaboration et d'amélioration des profils de pays et de la collecte des données qui en découle, des missions techniques ont été effectuées en Tunisie et en Mauritanie en appui à l'amélioration de leur système national de statistiques.

39. Le Bureau et le Centre Africain de la Statistique (ACS) de la CEA ont appuyé l'Institut National de Statistique (INS) de Tunisie en perspective du lancement de la première enquête sur l'emploi utilisant les technologies mobiles en Tunisie. L'institut national de la statistique en l'Egypte, le CAPMAS, a aussi bénéficié de son côté d'un appui technique dans le même cadre pour permettre la collecte et la dissémination des données à travers l'utilisation des tablettes androïdes dans le cadre du calcul de l'indice des prix.

40. Par ailleurs, le Bureau et ACS en coopération avec le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du royaume du Maroc, ont appuyé l'Office National de la Statistique de Mauritanie dans la mise en place d'un nouveau système de comptabilité nationale et le traitement du secteur informel dans les comptes nationaux et dans le lancement des travaux d'une nouvelle année de base pour le système de comptabilité nationale (SCN base 2008).

## **2. Appui à l'initiative LPI (Land Policy Initiative)**

41. En continuité de l'étude sur la rentabilité économique, sociale et environnementale des investissements stratégiques en matière de lutte contre la désertification réalisée lors du précédent exercice, le Bureau a présidé en décembre 2016 un atelier de validation de l'étude sur les bonnes pratiques de lutte contre la désertification au Maghreb organisé par l'UMA et la BAD. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action sous régional de lutte contre la désertification (PASR-LCD 2011-2020) pour laquelle le Bureau a apporté son soutien à l'UMA.

42. Cette étude a développé un document de plaidoyer, fondé sur une meilleure connaissance des répercussions économiques, sociales et environnementales des investissements liés à la lutte contre la désertification, pour convaincre les décideurs et les partenaires au développement d'investir dans ce domaine et d'apporter un appui à la mise en œuvre du PASR/LCD piloté par l'UMA.

43. De même, le Bureau a apporté son appui à Land Policy Initiative (LPI) et à l'UMA pour l'organisation d'une conférence consultative sur la gouvernance foncière au Maghreb. Cette initiative conduira à l'élaboration d'un rapport sur les problèmes prioritaires, les expériences et leçons retenues dans le traitement des questions foncières dans les Etats membres de l'UMA et, identifiera les besoins d'assistance aux Etats membres de l'UMA ainsi qu'au Secrétariat général de l'UMA. La conférence a en outre permis d'établir un consensus sur les principales composantes d'un projet régional d'échanges d'expériences et de coopération en matière de gouvernance foncière au Maghreb.

## **3. Appui au Forum des Chefs d'Entreprise en Algérie**

44. Sachant que l'Algérie ambitionne d'accroître significativement ses échanges avec le reste du continent africain, le Forum des Chefs d'Entreprise (FCE) sur le développement des exportations algériennes vers les pays d'Afrique a demandé au Bureau de réaliser une étude visant à identifier les conditions en faveur de la diversification des exportations algériennes vers l'Afrique en particulier.

45. L'étude a pu dresser un tableau des performances macroéconomiques du pays et faire un état des lieux du commerce extérieur de l'Algérie, de son cadre réglementaire, et des politiques publiques menées en faveur du développement des exportations. Elle s'est penchée sur les raisons pour lesquelles le pays n'a pas pu diversifier ses exportations en vérifiant quelques hypothèses à travers une enquête empirique réalisée auprès des chefs d'entreprise. L'étude a débouché sur un certain nombre de recommandations de politiques publiques de l'accélération de la diversification des exportations et l'accroissement des échanges avec le continent africain.

## **B. Initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et autres partenaires**

46. La préparation de l'édition 2017 du Rapport Economique pour l'Afrique, dont le thème couvre cette année l'Urbanisation et l'industrialisation, a nécessité l'organisation de deux missions de collecte de données, une au Maroc et l'autre au Soudan, qui ont permis de récolter des données fines sur des secteurs industriels ayant favorisé l'urbanisation. Il s'agit notamment du secteur automobile à Tanger au Nord du Maroc et du secteur du Ciment à Atbara au centre du Soudan. A l'issue de cet exercice,

le Bureau Afrique du Nord a élaboré deux études de cas nationales sur la base des données collectées et participé à la conception et révision du rapport final.

47. Par ailleurs, le Bureau a procédé au lancement et à la présentation de plusieurs publications au cours de la période sous revue parmi lesquels ont figuré la présentation du Rapport Economique sur l'Afrique 2016 (en Algérie et au Maroc respectivement en mai et juin 2016), la présentation du rapport sur l'Indice de Développement Social en Afrique du Nord (Tunisie, septembre 2016), la présentation du Rapport Economique sur l'Afrique 2017 et du Profil de Pays de la Mauritanie auprès du Ministère mauritanien de l'Economie et des Finances (Mauritanie, avril 2017).

48. Plusieurs rapports phares (ERA 2016 et 2017, Profils de Pays Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan, Tunisie) ont également été distribués par les experts du Bureau à l'occasion de leurs rencontres avec les partenaires de la CEA à l'instar des Conférences des Ministres des Finances (Ethiopie, mars 2016 et Sénégal, mars 2017), Forum Régional Africain pour le Développement Durable (Egypte, mai 2016), Troisième Conférence des think-tanks Africains (Maroc, mai 2016), Atelier de présentation du Rapport sur l'Indice de Développement Social en Afrique du Nord (Tunis, septembre 2016), COP22 (Maroc, novembre 2016), Atelier de présentation du processus d'élaboration du premier Rapport sur le suivi des Objectifs de Développement Durable (Mauritanie, avril 2017), Congrès mondial des statistiques (Maroc, juillet 2017).

49. Par ailleurs, le Maroc a été choisi parmi les pays pilotes pour la mise en œuvre d'un nouveau projet Development Account sur l'Urbanisation, coordonné par la Section Urbanisation du siège de la CEA. Le projet vise le renforcement des capacités des Etats membres à élaborer et mettre en œuvre des stratégies et politiques en faveur des villes durables en Afrique. A ce titre, le Bureau a appuyé une mission de présentation du projet en janvier 2017, afin de rencontrer les autorités nationales et les impliquer dans la mise en œuvre de cette initiative. Ce projet a notamment pour intention d'effectuer une série d'études de cas, dont une sur le Maroc, afin d'analyser la manière dont la question de l'urbanisation et des villes a été liée à la conception et la mise en œuvre de grands chantiers de transformation structurelle de l'économie marocaine durant ces dernières années. Le cas du Maroc semble en effet intéressant eu égard à la richesse et à la complexité de son expérience dans ce domaine, et à l'intérêt de la mise en relief les facteurs clés de succès qui lui ont permis d'effectuer la transition urbaine et d'identifier le retour sur expérience susceptible de servir au reste du continent.

50. La CEA a initié avec l'Egypte un projet Development Account dont l'objectif principal est de renforcer la capacité des institutions nationales en charge de la planification et des statistiques pour collecter, compiler et produire les données indispensables au processus de Planification du développement. Ce processus repose sur l'établissement de cadres de responsabilisation crédibles avec des jalons et des cibles spécifiques devant être suivis, mesurés et surveillés régulièrement. Le projet s'appuie sur l'expérience de la CEA avec l'appui des États membres et des institutions panafricaines dans la conception et l'articulation de la planification du développement. Ce domaine d'intervention demeure prioritaire pour les services consultatifs régionaux spécialisés et un soutien utile au développement des capacités aux États membres.

51. Dans le cadre d'un atelier de la Banque Islamique de Développement sur l'OMC après Nairobi et des enjeux de l'intégration commerciale régionale pour les pays arabes, le Bureau a été sollicité pour présenter en octobre 2016 à Tunis les principaux résultats et recommandations du rapport sur la promotion des chaînes de valeurs régionales en Afrique du Nord et l'état de l'intégration de la sous-région. Le Bureau a également présenté à cette occasion les développements récents du processus d'intégration

régionale de l'UMA, son implication dans les négociations du processus de la Zone de Libre Échange Continentale (ZLEC) et la création de son unité statistique pour coordonner et harmoniser le développement statistique de la sous-région.

52. En novembre 2016, le Bureau a soutenu le cabinet du Secrétaire Exécutif et le Centre africain pour la politique en matière de climat (ACPC) de la CEA dans le cadre de l'organisation et l'animation d'un pavillon Afrique de 1000 m<sup>2</sup>, conjointement piloté par la CEA, la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Africaine et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en marge de la 22<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur le changement climatique (COP22). L'Afrique a été au centre de nombreux débats et initiatives durant cette conférence qui a réuni quelques 22 000 participants et 1 500 journalistes.

## **IV. Partenariats stratégiques**

53. Outre le partenariat du Bureau avec l'UMA à travers les programmes pluriannuels de travail et le partenariat avec les autres agences des Nations Unies au service du développement économique et social et de l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers le Mécanisme de Coordination sous régionale et la participation aux travaux des équipes pays des Nations Unies, le Bureau a développé d'autres partenariats stratégiques pour la mise en œuvre de projets spécifiques. Ces partenariats sont relatifs à la collaboration entre la Commission Économique pour l'Afrique et la Commission Économique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest (CESAO).

### **A. Partenariat avec le système des Nations Unies**

54. Durant la période sous revue, le Bureau a continué à participer aux travaux du système des Nations Unies à travers le processus de formulation de l'UNDAF Maroc 2017-2021 et les différentes commissions thématiques instituées en fonction des priorités définies par le pays.

55. En outre, la réunion en décembre 2016 du Mécanisme sous régional de coordination Afrique du Nord (MSRC) continue à constituer un cadre de partenariat privilégié d'implication de plusieurs agences de coopération multilatérale dont le BIT, la FAO, l'OMS, l'UNESCO, le HCR, l'UNICEF, l'AIDMO, la BID, le CIDC et l'ISESCO pour appuyer l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

56. Le Bureau est aussi régulièrement représenté aux réunions du groupe thématique communication, et a eu l'occasion de participer à des activités conjointes (journées thématiques, points de presse, etc.). Par ailleurs, une coopération régulière a été mise en place avec plusieurs CINU nord-africains en particulier au Maroc. Cette coopération a permis la rediffusion des rapports et communiqués de presse du Bureau à travers les site-web des CINU en Algérie, en Egypte, au Maroc et en Tunisie, ainsi que la publication d'articles sur les activités de la CEA dans le bulletin d'information des Nations Unies à Rabat.

### **B. Partenariat avec la CESAO**

57. Le Bureau a par ailleurs poursuivi sa collaboration avec la Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest (CESAO) dans le cadre de laquelle une étude sur « la réforme du tarif douanier dans le contexte d'intégrations commerciales sud-sud : l'expérience tunisienne avec ses partenaires Arabes et Africains » a été réalisée. Cette étude a procédé à la simulation de l'impact quantitatif de plusieurs scénarii de libéralisation des échanges commerciaux sur l'économie tunisienne. Elle a fourni une analyse des scénarii de renforcement de l'intégration arabe par le passage d'une zone de libre-échange à une union douanière et par l'instauration d'une zone de libre-échange continentale africaine.

58. Les résultats ont fait ressortir trois principales conclusions. La première est que l'union Douanière Arabe, même si elle peut générer des bénéfices importants pour l'économie tunisienne à condition que des dispositions spécifiques soient mises en œuvre, elle ne pourra compenser les pertes que le pays pourrait subir à la suite de la remise en cause de l'accord de libre-échange avec l'UE. La deuxième conclusion est que l'établissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), ne pourrait générer les bénéfices escomptés que dans le long terme, lorsque la Tunisie sera capable

de développer une logistique efficace d'une part et une structure productive adaptée aux besoins du marché Africain. La troisième conclusion est relative aux effets négatifs de la nouvelle structure tarifaire introduite en 2016 sur les finances publiques et la compétitivité de certains secteurs tunisiens.

59. Le Bureau a participé avec la CESAO à la Semaine arabe de développement durable organisée par la Ligue Arabe au Caire (Egypte), en mai 2017. Cette rencontre internationale a permis d'échanger sur les expériences et les bonnes pratiques en matière de développement durable.

### **C. Partenariats avec les Universités, Centres de Recherche et think tanks**

60. L'objectif de ces partenariats est de renforcer les relations de coopération et d'échange entre la CEA, les Universités et les Centres de recherche et d'entreprendre des actions concertées en vue de définir le cadre de futures initiatives et actions conjointes utiles aux parties. Pour la CEA, ces partenariats visent à développer une étroite collaboration avec ces établissements en vue de conforter son rôle dans le cadre de sa réponse aux besoins du développement socio-économique des Etats membres de la région Afrique du Nord en favorisant la création, la collecte, la diffusion et le partage des connaissances et expériences qui viennent en appui aux processus de prise de décision en matière de politiques de développement. Pour ces établissements, ces partenariats visent à établir et développer des échanges avec la CEA en tant que Think Tank de la région Afrique du Nord, afin d'adapter les formations dispensées aux besoins du marché, d'une part, et d'autre part de bénéficier des relations de la CEA avec les institutions similaires d'Afrique pour établir des relations de coopération et organiser des activités scientifiques conjointes et d'échange.

61. En 2016, le Bureau de la CEA-AN a conclu plusieurs conventions avec des Institutions, Universités et Centres de Recherche :

- Elaboration d'un projet de collaboration avec l'OCDE sur la transformation structurelle couvrant trois pays (Egypte, Maroc et Tunisie), comportant un volet sur l'évaluation de la politique industrielle et un volet sur la réforme de la gouvernance. Un document de projet est en cours de finalisation en perspective d'une opération de levée de fonds.
- Finalisation d'un projet de collaboration avec l'Institut d'Etudes Avancées (IMéRA) de l'Université d'Aix Marseille et Aix Marseille School of Economics sur le thème : « Governance, political transition and structural transformation in North Africa<sup>2</sup> ». Ce projet a pu démarrer en 2017, avec la constitution d'une équipe de chercheurs et la programmation de deux ateliers en septembre et en décembre 2017. Par ailleurs, le Bureau a conclu un accord de partenariat avec IMéRA permettant d'encadrer la coopération future entre les deux institutions en matière de recherche en économie du développement.
- Le Bureau a conclu une convention de partenariat de recherche avec le laboratoire d'économie de l'Université d'Orléans afin de mobiliser des chercheurs visiteurs et stimuler l'effort de recherche appliquée en économie de développement au sein du Bureau.
- Des conventions pour l'accueil des étudiants et chercheurs visiteurs ont été signées avec des universités et centre de recherches tels que l'Université Senghor

---

<sup>2</sup> Gouvernance, transition politique et transformation structurelle en Afrique du Nord

d'Alexandrie - Egypte, l'Université Mohammed V Souissi de Rabat et l'Université Caddi Ayyad de Marrakech - Maroc.

62. Dans ce cadre le Bureau a participé activement à un certain nombre de rencontres scientifiques et a contribué à des recherches et publications scientifiques durant la période sous revue :

- Contribution à l'ouvrage collectif « Équilibres externes, compétitivité et processus de transformation structurelle de l'économie marocaine » publié en collaboration avec l'OCP Policy Center et l'Université Mohammed V – Rabat à travers la participation au comité scientifique et une contribution scientifique par un article de recherche consacré à « L'effet différencié des IDE et des institutions sur la croissance », 2016.
- Présentation en avril 2016 à l'Université d'Orléans (France) d'un papier de recherche sur le thème : « Political credibility and economic reforms<sup>3</sup> ».
- Contribution à l'ouvrage collectif « Mainstreaming unpaid work » par un chapitre de intitulé « Time poverty : A contributor to Women's Poverty ? Analysis of the Time-use Data in Africa », Oxford University Press, 2017.
- Co organisation du 10ème Colloque International de Rabat sous le thème « Commerce, Investissement et développement durable », en partenariat avec la Chaire OMC de l'Université Mohammed V de Rabat et le Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD – Université de Toulon). A cette occasion, les participants ont analysé les enjeux des négociations multilatérales en relation avec le changement climatique et le développement durable.
- Présentation en juin 2017 d'un papier de recherche sur le thème "Democratization, transparency and economic reforms<sup>4</sup>" au colloque "International econometric society, Africa meeting" 2017 à Alger (Algérie), une rencontre qui a été marquée par la participation de sommités scientifiques dont un prix Nobel d'économie.

63. Le Bureau a entamé de nouvelles discussions avec d'autres Universités et Centres de Recherches des pays nord-africains dans la perspective de conclure des accords similaires et diversifier son portefeuille de relations de partenariat et de recherche au niveau de la sous-région.

64. Le Bureau a également participé en décembre 2016 au forum de discussion de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) du Maroc sur « L'Afrique des possibles : les défis de l'émergence » (Pierre Jacquemot). L'intervention du Bureau a porté sur les outils d'évaluation du développement et de la transformation structurelle en Afrique mis en place par la CEA, en particulier les profils de pays et les profils régionaux.

65. En décembre 2016 le Bureau a pris part à un débat sur la diversification des exportations en marge du Forum Africain d'Investissements et d'Affaires (les Rendez-vous d'Alger). L'intervention du Bureau a porté sur les résultats d'une réalisée suite à la demande du Forum des Chefs d'Entreprise (FCE) sur le développement des exportations algériennes vers les pays d'Afrique.

---

<sup>3</sup> Crédibilité politique et réformes économiques

<sup>4</sup> Démocratisation, transparence et réformes économiques



## V. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 31<sup>ème</sup> CIE

66. La mise en œuvre des recommandations du 31<sup>ème</sup> CIE adressées à la CEA a fait partie intégrante du programme de travail 2016-2017. Plusieurs de ces recommandations ont été traitées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, les réalisations les plus significatives, par domaine, sont reprises ci-dessous :

### A. Recommandations relatives à l'industrialisation par le commerce

*1. Poursuivre les initiatives en matière de renforcement des capacités des pays et particulièrement des acteurs économiques, et des CER pour l'accès au marché continental, afin de tirer pleinement profit de la future zone de libre échange continentale (ZLEC) pour diversifier leurs économies.*

67. Lors de la dernière réunion du Mécanisme sous régional de coordination MSRC tenue le 5 décembre 2016 à Rabat, le Secrétariat général de l'UMA et le Bureau Afrique du Nord de la CEA ont salué les résultats de la réunion d'experts tenue à Rabat en mars 2016 pour examiner les effets de l'intégration continentale sur les économies d'Afrique du Nord. La CEA et l'UMA ont également exprimé leur volonté d'approfondir leur examen du sujet. Lors de cette réunion, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), membre actif du MSRC, a fait part aux organisations invitées qu'une étude approfondie sur le projet continental est en cours de finalisation. Dans le but de coordonner et rationaliser les efforts, il a été convenu de capitaliser sur les résultats de l'étude du CIDC, une fois publiés, pour répondre à la recommandation n°1.

*2. Aider les pays à sensibiliser les différents acteurs publics et privés à l'importance de la ZLEC.*

68. Le Bureau Afrique du Nord de la CEA a constamment cherché à mettre en place des activités de sensibilisation et d'information sur les processus liées au projet de la ZLEC ainsi qu'à développer des études approfondies sur ses effets espérés. Au-delà, de la dynamique avancée au point précédent, qui permettra une évaluation des effets de la ZLEC sur les pays de la sous-région, le Bureau en collaboration avec le Centre Africain de Politiques Commerciales et la Commission Économique pour l'Asie de l'Ouest, a mis en place un projet d'estimation d'effets attendus de l'intégration de l'économie tunisienne dans le projet continental. Les résultats sont en cours de finalisation et seront publiés prochainement.

### B. Recommandations relatives aux profils pays et au profil régional

*3. Continuer à intégrer autant que possible les indicateurs relatifs aux aspects transversaux tels que la gouvernance, le développement durable, le genre, et le changement climatique dans les profils pays.*

69. Au titre de cette recommandation, la partie thématique du profil de pays Mauritanie a porté en 2017 sur la réduction de la fracture en matière d'accès à l'énergie grâce aux énergies renouvelables dans le contexte du changement climatique.

*4. Aborder la question de l'efficacité des systèmes fiscaux et le financement pérenne du budget de l'Etat (notamment la transformation du modèle de financement dans les*

*économies dépendants de ressources naturelles) dans les thématiques abordées dans les profils pays et le profil régional.*

70. La principale recommandation du profil de pays Algérie en 2017 est de mettre en place une « delivery unit » afin de faire avancer les principales réformes. Le profil de pays recommande également de ne pas freiner la croissance en réduisant l'investissement public, mais plutôt de rationaliser les dépenses publiques, notamment les subventions qui pèsent lourdement sur le budget de l'Etat.

### **C. Recommandations relatives aux agendas régionaux et autres initiatives spéciales en Afrique du Nord**

*5. Organiser une réflexion sur les outils à utiliser dans le cadre d'une meilleure définition et d'un meilleur suivi des politiques de développement et notamment des ODD.*

71. Dans le cadre de la préparation du Forum de haut niveau pour le développement durable (FHDD) 2017, la CEA a organisé en mai 2017 le Forum régional africain pour le développement durable 2017 sous le thème « Assurer une croissance inclusive, durable et la prospérité pour tous ». L'objectif principal de ce Forum a été d'effectuer le suivi et l'examen au niveau régional et faciliter l'apprentissage, y compris l'échange d'expériences et des enseignements tirés dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre des programmes 2030 et 2063. En mettant particulièrement l'accent sur les indicateurs de développement durable et les objectifs correspondants du premier plan décennal de mise en œuvre du programme 2063, le Forum a été une occasion privilégiée pour :

- Effectuer le suivi et l'examen au niveau régional, délibérer sur les progrès réalisés et aborder les défis et les opportunités dans la mise en œuvre des deux programmes,
- Fournir une plate-forme pour l'apprentissage entre les pairs et partager les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements pour accélérer la mise en œuvre des deux programmes,
- Délibérer et approuver les priorités et les recommandations de l'Afrique sous la forme de messages clés et comme contribution collective de la région à la session de 2017 du FHDD.

*6. Permettre un meilleur partage d'expérience et d'expertise des pays en matière de modèles économiques et mutualiser ainsi les expériences et les expertises acquises.*

72. Le Bureau a organisé une réunion d'experts en novembre 2016 à Tunis, avec la participation d'experts des ministères nord africains de l'Industrie et des Collectivités territoriales et autres institutions en charge de la planification territoriale des politiques publiques, pour présenter et valider le rapport d'étude sur la « Territorialisation de la politique industrielle et développement inclusif en Afrique du Nord ». Le rapport a pu identifier les enjeux, les obstacles et les réformes institutionnelles requises liées à la territorialisation des politiques industrielles et au développement inclusif. Cette réunion d'experts a été une occasion privilégiée d'échanger et de mutualiser les expériences en la matière et a débouché sur des recommandations pour trois pays ayant fait l'objet d'une étude détaillée de leur politique industrielle : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Ces recommandations ont essentiellement porté sur la gouvernance de la politique industrielle en faveur d'une croissance plus inclusive, notamment en passant de l'approche "top down", qui prévaut

encore dans ces pays même à des degrés différents, à une approche “*bottom up*”, qui tient compte des spécificités des territoires et les inclut non seulement dans la mise en œuvre des politiques publiques, mais également lors de leur conception.

73. Par ailleurs, le Bureau a finalisé la mise en place d’une infrastructure complète de Knowledge management (KM) à même de promouvoir l’échange d’expériences et le partage des connaissances. Les facilités KM mises désormais à la disposition des experts de la CEA et de leurs partenaires extérieurs sont composées d’une plateforme de discussion et d’échange entre les communautés de pratiques (CoP), une bibliothèque électronique rendant accessibles l’ensemble des publications du Bureau ainsi qu’un système de travail collaboratif. Ces facilités ont pour vocation d’ouvrir les phases du processus de collecte, de génération et de diffusion des connaissances du Bureau de la CEA pour l’Afrique du Nord, permettant ainsi d’associer en temps utile les personnes ressource lors des différentes phases de ce processus, de réduire les coûts y afférents et d’améliorer la coordination.

*7. Mettre à la disposition des pays membres les outils idoines facilitant le calcul des indicateurs de développement (notamment ceux développés par les Nations Unies), afin qu’ils puissent les intégrer dans leurs outils de suivi des politiques de développement, et notamment en ce qui concerne le développement durable.*

74. Le rapport sur les agendas régionaux, internationaux et autres initiatives spéciales est un outil important pour informer les pays à propos de ces initiatives, du rôle et des activités de la CEA dans ce processus.

75. Le Bureau pour l’Afrique du Nord de la CEA et le Secrétariat général de l’UMA ont lancé le processus d’élaboration du premier rapport sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) dans les pays du Maghreb (Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie). Le rapport établira un état des lieux des progrès accomplis, des défis et des bonnes pratiques au niveau pays et à l’échelle régionale, il analysera le rôle de la coopération régionale dans la mise en œuvre des ODD et permettra de formuler des recommandations pour l’élaboration de futures politiques régionales de développement durable.

76. Le rapport sur la mise en œuvre des ODD est appelé à couvrir cinq domaines d’intérêt stratégique pour l’intégration régionale : la sécurité alimentaire, la transition industrielle, la transition énergétique, la désertification et le changement climatique, et l’emploi des jeunes. Le rapport sera présenté et discuté lors d’une réunion sous régionale de dialogue prévue en février 2018 et constituera une contribution à la réunion du forum régional africain sur le développement durable de 2018.

## **VI. Défis, leçons apprises et perspectives**

77. Les démarches des pays de la région Afrique du Nord pour conclure de nouveaux accords commerciaux au niveau continental connaissent une nouvelle dynamique. Certains de ces pays ont entamé des démarches vis-à-vis d'autres communautés économiques sous régionales, une situation qui interroge plus que jamais les pays membres sur le devenir de l'UMA. Ces pays font face par ailleurs à un certain nombre de défis en termes économique, politique et social.

### **A. À propos de l'UMA**

78. La région Afrique du Nord a connu récemment des évolutions rapides en termes d'accords commerciaux. Le Maroc a officiellement demandé à rejoindre la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest) lors de la tenue de son 51<sup>ème</sup> sommet en juin 2017, ce qui lui permettrait d'accéder à un espace de plus 300 millions d'habitants. Au même titre, la Mauritanie a signé récemment un accord d'association avec la CEDEAO. La Tunisie se prépare de son côté à intégrer le plus grand bloc commercial d'Afrique, le COMESA (Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe). Les autorités tunisiennes comptent ainsi clore les négociations pour octobre 2017 pour acter l'entrée du pays dans un marché de 475 millions d'habitants. L'Algérie a pour sa part ouvert les négociations pour adhérer également au COMESA.

79. Il est indéniable que ces accords ouvrent des horizons économiques attractifs pour ces pays, mais force est de constater que ces accords prendront forcément le relais de l'UMA. Ces évolutions récentes vis-à-vis de l'UMA posent réellement la question quant à la volonté des États membres de rechercher une issue favorable aux difficultés de cette communauté économique régionale.

### **B. À propos des conditions politiques et sociales de la région**

80. La région reste confrontée à de nombreux défis, tant politiques qu'économiques et sociaux. Sur le plan politique, la région continue d'être marquée par des périodes d'instabilité politique dans la majorité des pays. Les événements politiques et sociaux qui ont débuté en 2011 ont plongé la Libye, la Tunisie et l'Égypte dans une période d'incertitude. L'Égypte et la Tunisie, bien que souffrant encore d'une situation sécuritaire fragile, ont entrepris des réformes politiques marquant un retour à la stabilité politique. La Libye est encore en proie à d'importantes difficultés politiques, qui ont des conséquences sécuritaires certaines et limitent considérablement ses perspectives de développement. Le Maroc, l'Algérie et le Soudan demeurent à l'abri de bouleversements politiques majeurs. Cependant, l'ensemble des pays de la région ont besoin de renforcer la bonne gouvernance, en particulier la gouvernance économique, ce qui in fine pourra réduire l'instabilité politique qui demeure un véritable frein au développement de la région.

81. Sur le plan humain, tous les pays fournissent des efforts de plus en plus importants pour investir dans le capital humain, ce qui a contribué à une diminution notable de la pauvreté, une augmentation des taux de scolarisation des enfants, une baisse appréciable de la mortalité maternelle et infantile ou encore un plus grand accès à l'eau potable et à l'énergie, etc. La pauvreté a certes décliné, mais les résultats sont contrastés selon les pays.

82. Sur le plan économique, les défis de la région demeurent l'emploi, la diversification économique et la gouvernance publique. Le chômage est un problème endémique des pays de la région, le taux de chômage dépasse les 10% dans la majorité des pays. Le chômage affecte davantage les jeunes, dépassant 25% dans une majorité de pays.

83. Pour la majorité des pays de la région, le budget de l'Etat dépend d'un nombre limité de secteurs et de ressources volatiles. Des progrès ont été accomplis pour améliorer la gestion des finances publiques et diversifier les ressources, notamment fiscales, mais beaucoup reste encore à faire. Le poids des recettes fiscales dans le PIB est d'environ 19% dans la majorité des pays.

84. Les économies de la région demeurent insuffisamment diversifiées, notamment en termes d'exportations. Leur croissance est tributaire de secteurs primaires ou de ressources naturelles. L'Algérie, le Soudan, la Mauritanie et dans une moindre mesure l'Egypte, ont des exportations extrêmement concentrées dans des produits à faible valeur ajoutée. A l'opposé, le Maroc et la Tunisie ont réussi à diversifier leurs exportations. Les biens d'équipements représentent plus de 16% des exportations dans les deux pays, et les biens de consommation plus de 32%.

85. L'un des défis majeurs de la région demeure sans doute la gouvernance publique. Le climat des affaires est notamment l'un des chevaux de bataille des gouvernements de la région pour améliorer la gouvernance publique et stimuler le développement du secteur privé. Seuls le Maroc et la Tunisie sont classés en dessous de la centième place.

86. Un autre défi de la région est sans doute celui de l'appropriation par les pays des agendas de développement pour pouvoir être en mesure d'inscrire leurs efforts de développement dans la durée. A ce titre, la domestication des ODD dans les politiques de développement nationales paraît cruciale. Ceci induit l'ajustement des systèmes statistiques nationaux aux exigences de mise en œuvre et suivi évaluation des ODD. Il s'agit là d'un chantier important dans lequel la CEA s'est engagée pour appuyer les Etat membres.

### **C. À propos de la poursuite du processus de réforme de la CEA**

87. L'exercice de restructuration interne de la CEA commencé depuis septembre 2012 est désormais entré dans sa phase de maturité. Cet exercice a démarré par la formulation des différentes stratégies de la CEA pour réaliser ses objectifs. Les premières années de mise en œuvre montrent que même si les perspectives sont plus favorables, de nombreux défis restent à relever. Ils ont trait à la réforme des *business processes* de l'institution qui doivent s'aligner sur ses nouvelles orientations stratégiques et à l'amélioration du travail de l'organisation dans son ensemble.

88. Dans le cadre de ce processus continu d'amélioration de l'efficacité du travail de l'institution, le Bureau a été associé, en septembre 2016, aux travaux d'un atelier de programmation conjointe participative organisé par la Division de la planification et de la qualité opérationnelle (SPOQD) de la CEA. Le processus de planification conjointe participative a été initié par la CEA dans le but de favoriser une approche intégrée et cohérente de la planification et de la budgétisation à l'échelle globale de la Commission. Cet exercice a permis d'aboutir à un budget-programme proposé pour 2018-2019 et un plan de travail 2017 dont l'appropriation a été recherchée par la Commission dans son ensemble : bureaux sous régionaux en interaction avec les divisions du siège.

89. L'institution a également organisé en octobre 2016 un atelier à Dakar (Sénégal) pour élaborer une définition fonctionnelle de la transformation structurelle à décliner à travers l'ensemble de l'Organisation, en vue de clarifier, améliorer les synergies et l'impact du travail de la CEA et permettre aux Bureaux sous régionaux de mieux mesurer et évaluer les résultats des États Membres en termes de progrès vers une transformation économique et sociale effective.

90. Par ailleurs, la division de la planification et de la qualité opérationnelle (SPOQD) de la CEA a lancé le processus de finalisation et de validation du nouveau référentiel de procédures du Management des Projets et des Programmes lors d'un atelier organisé en avril 2017. Ont été associées à cette rencontre l'ensemble des divisions de l'institution y compris les Bureaux sous régionaux. Au-delà de son aspect opérationnel, ce nouveau référentiel consacre en réalité le mode de management de projet comme mode privilégié d'initiation, de conduite et d'évaluation des activités de la CEA dans son ensemble.

91. Au cours de la période sous revue, le Bureau a reçu plusieurs réactions positives de la part de ses partenaires. Ses efforts ont été reconnus et appréciés également par les équipes des Nations Unies dans les pays qui ont souligné la participation dynamique de ses experts à leurs travaux ainsi que son plaidoyer continu pour que la dimension régionale soit une constante dans l'action des Nations Unies en Afrique du Nord.